

*K* *934.7* *15*  
*4*  
**L'ESPRIT**  
**DU**  
**SISTEME POLITIQUE**  
**DE LA REGENCE**  
**D'AMSTERDAM,**  
**OU**  
**LETTRE,**

*Contenant un Précis détaillé d'un Mémoire Hollan-*  
*dois, fort peu répandu, & très intéressant*  
*sur les affaires présentes.*

Il faut bannir l'Audace & non la Liberté;

C. d. B.



**LONDRES,**  
Chez **JOAN CAMBRIGE,**

---

1781.

---

MISSISSIPPI

DO

STATE OF MISSISSIPPI

IN SENATE

January 1st 1881

REPORT OF THE

COMMISSIONER OF THE

LAND OFFICE

AND

OF THE

LAND OFFICE

AND OF THE

LAND OFFICE

1881

LAND OFFICE

J  
C  
I  
9  
9  
P  
v  
8  
v  
fa  
lo  
r  
m  
fo



# L'ESPRIT DU SISTÈME POLITIQUE DE LA REGENCE D'AMSTERDAM.

*La Haye ce 24. Mars 1781.*

**V**ous me demandez , Mr. avec beaucoup d'empressement ce que c'est qu'un gros Mémoire Hollandois sur les affaires présentes & particulièrement sur celles d'Amsterdam ; Ecrit qu'on vous annonce comme très curieux & qui se lit ici avec beaucoup d'avidité depuis quelques semaines , mais dont on désespéroit de vous procurer un exemplaire ; Vous supposés dites-vous , que je serai à même d'en obtenir la vue , & vous exigez de mon amitié , qu'au moins je vous en fasse parvenir un extrait détaillé. Vous savez , Monsieur , que votre volonté fait ma loi , & je ne scaurois vous dissimuler que j'ai réussi à en emprunter un exemplaire , qu'on ne me laisse au reste que trois jours. Il n'y a qu'un fort petit nombre de personnes du premier rang

à qui l'Auteur ait jugé à propos de communiquer ce morceau curieux. Il l'a fait imprimer à ses frais & il n'en existe dit on qu'un très petit nombre d'exemplaires. On s'épuise en conjectures pour deviner quel en est l'Auteur, qui désire garder le plus profond anonyme. Tout ce qu'on en fait, c'est que les paquets sont venus du côté de la Gueldres & à en juger par quelques endroits du Mémoire, l'Auteur paroît tenir à un corps de Magistrature. Quel qu'il puisse être, je vous le donne pour un excellent Citoyen patriote, & ce ne sont assurément pas de vils motifs qui le déterminent à se tenir caché ; plein de zèle pour l'honneur de sa patrie, dont il paroît avoir étudié à fond les intérêts, sur tout par rapport au dehors, il réunit à des vues très saines sur les affaires étrangères, une connoissance profonde du droit public & de la constitution du Pays. Joignez à cela, un extrême attachement à la maison d'Orange, qu'on seroit quelquefois tenté de prendre pour une affaire de sentiment, mais qui, à en juger par d'autres morceaux de son écrit, démontre être plutôt, chez lui, le résultat de plusieurs combinaisons réfléchies sur la nature du Gouvernement & les vrais intérêts de la Nation Hollandoise ; du reste anti-Anglois, du moment, qu'un prestige momentané, ou des vues injustes pourroient faire prendre le change à cette Couronne sur la nécessité indisputable d'une union intime entre les deux Etats, & par conséquent Anglomane, si vous voulez, dès qu'il



qu'il s'agit de prêcher la nécessité de cette union; & surtout, pour ne rien déguiser, anti-Amsterdamois, par la forte persuasion où il est que le système politique de cette Ville ambitieuse, loin d'avoir une tendance au bien général de cette République, ressemble plutôt à ces excroissances dangereuses dans le physique, qui, en attirant à elles tous les sucs vitaux, dessèchent le corps & en minent essentiellement les forces, sous une fausse apparence de prospérité. Voilà pour l'Auteur. Passons à l'ouvrage.

C'est un imprimé de 150 pages in folio intitulé — *Essai politique sur le vrai système de la ville d'Amsterdam.*

#### SUIVI DE QUELQUES

*Considérations sur les causes de la guerre présente & les principaux événemens depuis l'année 1777-1780*

Et d'une — *Déduction sur les négociations secrètes de M. van Berckel, avec les Colonies Américaines & le traité conclu avec ces dernières à Aix la Chapelle le 4 Avril 1778.*

Vous avez cru sur ce titre, Mr. qu'il s'agissoit d'une réfutation de la fameuse brochure intitulée, *Système politique de la ville d'Amsterdam.* Permettez-moi de vous désabuser. — l'Auteur a sans doute lu cette brochure, mais il ne s'est rien moins proposé que de la réfuter. Il

a sa marche à lui, & il la poursuit sans s'arrêter. Il lui est arrivé à la vérité de rencontrer quelquefois dans son chemin, ce Champion, mais il se contente de l'écraser en passant & de faire rougir ceux qui s'en sont laissé imposer par ses sophismes: & surtout ceux qui ont affecté de tant vanter une aussi foible pièce, remplie de paralogismes, de vües fausses & même d'un grain de méchanceté mal-adroitement déguisée, comme vous la qualifiâtes, très bien Monsieur, des son apparition.

L'Ecrit se divise naturellement en trois parties. Dans la première, l'Auteur trace une exquise historique du système de la Ville d'Amsterdam.

„ Riche, puissante & surtout ambitieuse,  
 „ Amsterdam prétend dominer la République, &  
 „ son amour propre la persuade qu'il est de  
 „ l'intérêt de la République d'en être dominée."

*Voilà la base du Système; en voici les conséquences.*

„ Les Anglois sont nos rivaux dans le com-  
 „ merce, par conséquent ils sont nos ennemis,  
 „ par conséquent ils le sont également de la Ré-  
 „ publique. Plus les François sont ennemis des  
 „ Anglois, plus ils sont propres à être nos  
 „ amis, & par conséquent ceux de la République.  
 „ Pour ce qui est du Stathouderat, il est sans  
 „ doute excellent, il faut s'y tenir; mais Mau-  
 „ rice!

„ rice! mais les dernières années de Frédéric  
 „ Henri! mais Guillaume II. qui épousa une  
 „ Fille de Charles I.! Mais Guillaume III qui  
 „ monta sur le trône d'Angleterre! mais. . Enfin  
 „ avec tout le respect qu'on porte à ces Illustres  
 „ Défenseurs de notre liberté, à ces Bienfaiteurs  
 „ de la Patrie, il est fâcheux que leurs vûes ne  
 „ s'accordent pas toujours avec les nôtres. Si  
 „ nous devons avoir des Stathouders, il fau-  
 „ droit au moins qu'ils voulussent bien n'agir  
 „ que de concert avec nous. Malheureuse-  
 „ ment, ils n'ont en vûe que le bien général de  
 „ la République --”

Convenez, Monsieur, que ce systême a du  
 moins le mérite d'être conséquent; il a de plus  
 celui d'être merveilleusement propre à concilier  
 à ses auteurs, les applaudissemens de tout ce qui  
 de loin ou de près tient à cette grande Ville.  
 D'ailleurs il s'annonce sous l'apparence d'un  
 grand zèle pour la liberté & les intérêts du  
 Commerce; deux grand mots bien capables  
 d'en imposer au peuple, & il y a du peuple dans  
 tous les rangs; aussi la Ville d'Amsterdam ne  
 se voit Elle pas plutôt contrariée dans les moin-  
 dres objets & souvent dans des choses dont peu  
 de personnes faisaient les conséquences, qu'il  
 ne s'élève de toutes parts un Haro général; on  
 crie à l'oppression, au danger de la liberté, à la  
 ruine du Commerce, à la perte des privilèges,  
 & Amsterdam qui produit une foule d'Historiens

de Poëtes, de Réhteurs, de Libellistes propres à fomenter & à encourager ce cri, s'en sert souvent avec avantage pour se tirer des mauvais pas où Elle s'est engagée, ou pour mieux affermir & étendre sa trop grande influence.

Si ce système dangereux a pris de la consistance à Amsterdam, c'est à la France, c'est surtout à M. le Comte d'Avaux que la République doit s'en prendre; Intrigant habile, il ne crut pas pouvoir mieux servir son Maître qu'en lui faisant un parti dans la Nation. La diversité de tant d'intérêts opposés, dont la réunion ne subsiste que par le besoin mutuel de se soutenir réciproquement, phénomène qui ne se rencontre nulle part à un aussi haut degré que dans les Provinces Unies, lui en fournit l'occasion. L'orgueil & l'esprit de liberté propres aux grandes Villes, la puissance qui en est la cause, l'influence qui en est l'effet & surtout la jalousie de Commerce, qui en est inseparable, lui faciliterent admirablement les moyens de s'attacher la Ville d'Amsterdam. Il flatta sa vanité, exagéra ses forces, applaudit à son goût pour l'indépendance & lui inspira beaucoup de haine pour les Anglois & non moins de défiance pour tous ceux qui favorisoient les vues de cette Nation. Le plan de cet adroit Negociateur étoit parfaitement combiné. Plus les intérêts de l'Angleterre étoient essentiellement liés avec ceux de la République, moins il y avoit lieu de se flatter d'en dé-



détacher les Stadhouders , & Guillaume III, se trouvoit être, l'ennemi personnel & le rival de Louis XIV.

Le seul moyen de contre-balancer leur autorité étoit de mettre la Ville d'Amsterdam dans le parti de la France. Il lui en fit envisager les plus grands avantages. Le Commerce des Anglois excitoit la Jalouſſie d'Amsterdam, & les rivaux des Amſterdammois étoient les ennemis irréconciliables des François. Si quelquefois l'on ſe lie pour avoir des amis communs, on ſe lie bien davantage lorsqu'on croit avoir les mêmes ennemis, & quel ſoutien contre les Anglois, que la France ! indépendamment du penchant commun à les haïr. D'Avaux ne pouvoit manquer de réuſſir dans ſes vûes. Le plan de conduite qu'il preſcrivit à ſes partiſans & qu'ils ont invariablement obſervé depuis, n'étoit pas moins habilement combiné. Augmentez, dit-il aux Amſterdammois vos forces au dehors, votre marine nommément ; c'eſt le moyen le plus ſur d'écraser les Anglois, d'étendre votre commerce, d'accroître à la fois avec vos richesses votre pouvoir, même dans l'intérieur de la République. Si les autres Provinces, ſi les Stathouders font valoir l'équité, en inſiſtant ſur la néceſſité d'augmenter dans la même proportion les forces de terre, de garder les frontières de la République, de la fortifier en dedans, uſez alors de tout votre pouvoir pour contrarier ces



villes dangereuses. Tant que la République sera attachée à la France, elle n'en a rien à redouter, au contraire les secours de la France suffiront à sa défense par terre, contre tout ennemi quelconque. Vous surtout, vous n'en avez jamais rien à redouter, votre position vous rassure pour toujours contre tout danger, excepté du côté de la mer, où les Anglois seuls peuvent vous nuire, & du moment que cette crainte cesse, qu'en résulteroit-il pour vous de ces forces de terre? non seulement elles ne vous sont bonnes à rien, mais on pourroit s'en servir contre vous mêmes. Défiés vous de tous ceux qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous. Ils ne sont pas seulement vos ennemis, ils sont les ennemis de la République. L'intérêt d'Amsterdam est celui de la République entière, du moins si celui de quelque autre Province se trouve en contradiction avec le votre, il est bien juste que ces petits intérêts subalternes cèdent à ceux d'une Ville capitale, qui fait presque un quart des frais de l'union.

Ainsi parloit d'Avaux, ainsi parlent encore aujourd'hui la plupart des Amsterdammois. Et leur politique spécieuse, à la quelle il est si évident, pour quiconque ne se laisse pas éblouir par les équivoques, que l'intérêt des autres Provinces non seulement, mais encore des autres villes de la Hollande est entièrement sacrifié, cette politique dis-je si intimement unie à celle de la  
 Fran-

France, ne laisse pas d'en imposer & de trouver des partisans aveugles, jusques parmi des membres du gouvernement des autres Provinces. Elle en impose surtout à un grand nombre de pretendus Politiques, qui n'en sont pas seulement aux premiers élemens de cette science, dont le grand principe est celui de se défier des apparences. Tout ce qui en est arrivé, c'est que de tems à autre on s'est vivement récrié dans d'autres Provinces & même dans la Province d'Hollande, sur l'extrême ambition & les vues dangereuses de la ville d'Amsterdam, & les Stadhouders, surtout Frédéric Henry & Guillaume III. ont souvent élevés leurs voix, avec cette bonne foi & cette énergique franchise qui a toujours caractérisé la maison d'Orange, pour exhorter les Confédérés à prévenir efficacement les suites funestes, qui devoient tôt ou tard en résulter, pour l'intérêt commun de la République.

Telle est, Monsieur, en substance l'Esquisse que l'Auteur trace, du système politique de la ville d'Amsterdam, ou plutôt l'impression qui doit en rester à quiconque réfléchit aux anecdotes historiques qu'il a rassemblées pour étayer cette Esquisse. Elles ne sont pas susceptibles d'extrait, il faudroit les copier mot à mot & c'est ce que mon plan ne permet pas. Ainsi, je me contenterai de vous dire que l'Auteur a eu l'attention de ne puiser ses preuves, que dans des Mémoires du tems & dans des Historiens dont l'autorité est irréprochable, puisqu'ils sont ou  
Am.

Amsterdammois ou partisans du gouvernement Aristocratique. Les anecdotes se rapportent aux années 1639, 1650, 1670, 1672, 1683, 1684, 1688, 1689. Les ouvrages du célèbre Wagenaar, surtout son Histoire de la ville d'Amsterdam, sont les principales sources où il a puisé. — Il cite le plus souvent les propres paroles de cet Auteur, qui avoit puisé lui même dans des actes publics ou dans des memoires Manuscrits de Seigneurs Amsterdammois; quoiqu'il ne paroisse pas toujours avoir saisi la conséquence de plusieurs traits qu'il a semés dans ses récits & dont l'Auteur du Mémoire a su tirer le plus grand avantage, en les rapprochant. Je ne dois pas oublier qu'il prouve entrautres très authentiquement que la ville d'Amsterdam, loin d'avoir entretenu une correspondance secrète avec Guillaume III. au sujet de son expédition en Angleterre en 1688, n'a pas même voulu se prêter à l'ouverture que ce Prince jugea à propos de lui faire de ce projet, & qu'Elle ne refusa pas seulement de lui promettre aucun secours, mais qu'Elle auroit même empêché l'exécution de cette glorieuse entreprise si les suffrages des autres Villes, & Provinces ne l'eut forcée à y concourir. C'est à cette occasion entre autres que l'Auteur jette en passant un regard de profond mépris sur la mauvaise foi & l'effronterie avec laquelle ce fait est présenté sous le plus faux jour dans la brochure Amsterdammoise, au point de dire hardiment

à l'Angleterre qu'Elle auroit dû se souvenir que c'est la Ville d'Amsterdam à qui elle est redevable de la résolution qui plaça sur le trône Anglois, un Prince protestant & qui raffermir à jamais sa Liberté & sa Constitution.

Dans la seconde partie, l'Auteur reprend les faits depuis l'origine des troubles en Amérique & en trace une esquisse rapide. Sans prononcer sur la cause des Colonies, il ne leur semble guères favorable. Il discute un peu plus en détail les effets que leur rebellion devoit avoir sur les différentes puissances de l'Europe, & il résulte de ses réflexions qu'il n'y avoit que la France qui pût céder à la tentation de s'allier avec Elles. La conduite que cette Couronne tint à cette occasion est exposée ici dans son vrai jour & ne scauroit s'excuser que par le pressentiment que les Anglois durent en avoir, en vertu de la haine toujours subsistante entre les deux Nations. Par contre l'Auteur prouve combien leurs H. H. P. P. se sont appliquées à observer une exacte neutralité, tant à l'occasion des troubles de l'Amérique, qu'Elles ont été très éloignées de vouloir favoriser en aucune façon, que par rapport à la Guerre qui s'en est suivie entre l'Angleterre, la France & l'Espagne. Il n'y a que les Negotiants d'Amsterdam, favorisés sous main, par la Régence de cette Ville, & ensuite le système caché & les menées secrètes de la même Régence qui



qui se sont trouvées en contradiction avec le Système, dont la République avoit ouvertement fait profession & avec les vûes sages & prudentes qui ont invariablement dirigé les opérations tant de LL. HH. PP. des Collèges & Ministres de la Généralité, que de son A. S. Le Prince Stadhouder. Ces vues ont été plus d'une fois, éludées & même contrariées par les intrigues du parti *Gallo - Américain*, où *Anti - Anglois*, qui venoit de prendre de nouvelles forces & gaignoit tous les jours du terrain par les soins de Mr. Le Duc de la Vauguyon. l'Auteur n'oublie pas à cette occasion de rendre toute la justice due aux talens de cet Ambassadeur, dont la Cour de France, dit-il, ne scauroit assez reconnoître les services. Mr. de la Vauguyon, poursuit-il, étoit arrivé dans ce Pays les *Négociations du Comte d'Avaux* à la main. Il avoit appris par ce moyen à connoître toutes les maximes qui composent le système ambitieux de la Ville d'Amsterdam. Il ne pouvoit mieux servir sa Cour, qu'en s'attachant à marcher sur les traces de cet habile Prédécesseur, qui lui avoit frayé la route. Les détails où l'Auteur entre à cette occasion, le conduisent naturellement à parler des Edits fameux, dont la France se servoit pour faire la loi aux Villes commerçantes de la Hollande; il s'en explique avec la liberté & l'énergie qui a distingué de tout tems les Francs Bataves.



Le rôle que la Ville d'Amsterdam joua dans cette affaire, l'éloge de patriotisme qu'il lui valut de la part du ministère François, éloge que sans doute aucun corps de magistrature dans le Pays ne sera tenté de lui envier, enfin, pour trancher le mot, l'humiliation où sa Nation s'est vu réduite, excite pour un moment la sensibilité de l'Auteur. Ayant rapporté qu'à la fin M. de la Vauguyon fut autorisé par sa Cour à exempter du nouvel impôt de commerce, telle Ville ou Province qu'il jugeroit à propos, il ajoute, on publia en 1672 un livre qui avoit pour titre *la Hollande aux pieds du Roi* ..... (Poème d'un Sr. de la Volpelinere.) „ Graces aux sentimens patriotiques auxquels on reconnoitra „ désormais, plusieurs de nos Magistrats, l'on „ pourroit en écrire un de nos jours, intitulé, *la Hollande aux pieds d'un Envoyé du Roi* — „ Mais hâtons nous dit-il de retourner la vue vers l'Angleterre.

Cette transition, ou plutôt cette épigramme le conduit à parler de la fameuse affaire de Paul Jones. On la voit ici discutée à fonds & présentée dans son vrai jour, mais il faudroit copier le paragraphe entier pour vous faire connoître les idées de l'Auteur, qui m'ont paru très fondées. C'est bien par rapport à cette affaire que la conduite de la ville d'Amsterdam telle qu'elle est développée ici, ne laisse plus aucun doute sur l'extrême différence des maximes de  
cette

cette Ville avec le système de la République. Vient ensuite les délibérations sur les convois illimités & les différents mémoires présentés à leurs H. H. P. P. par M. le Chevalier Yorcke, sur tout celui du 21 Mars 1780, qui renferme la clé principale de la guerre actuelle entre la République & l'Angleterre. L'Auteur entre à cette occasion dans un détail très impartial des torts réciproques des deux Nations. Il en résulte par rapport à la République, que ce n'est pas la conduite de leurs HH. PP. mais celle de la ville d'Amsterdam, sur la quelle retombent tous les reproches que l'Angleterre pouvoit être fondée à Lui faire. L'animosité de cette Ville contre les Anglois, croissoit tous les jours, dit l'Auteur, de même que son attachement à tous les ennemis de cette Puissance. Ces sentimens étoient en partie attribués au ressentiment que lui inspiroient ses pertes de commerce & en partie aux insinuations des François, mais l'une & l'autre de ces causes avoient également eu lieu dans d'autres tems, sans produire un effet aussi marqué. Aujourd'hui un autre motif, qu'on ne devinoit pas d'abord sembloit encore s'y joindre : Un ressort secret nommément, qui déterminoit les opérations de cette Ville, un mystère enfin impénétrable alors, mais auquel paroissoit tenir nombre de choses qu'on lui voyoit faire, qu'on lui entendoit dire (\*) & qui n'étoient expliqués

(\*) Dans les affaires de Paul Jones, par exemple,

tables que par la supposition d'une cause connue d'Elle seule & que le tems ou le hazard pouvoient seuls éclaircir. Ce mystère se développa à la fin. Le 20 Octobre 1780, S. A. S. donna connoissance, tant aux Etats Provinciaux qu'à ceux d'Hollande, de plusieurs papiers trouvés parmi ceux de H. Laurens, ancien Président du Congrès Américain & fait prisonnier par les Anglois à son passage en Hollande, qui renfermoient le plan d'un traité de commerce conclu avec les Américains en 1778. par M. van Berckel Pensionnaire d'Amsterdam avec une correspondance relative à cette négociation clandestine. L'Auteur donne un précis de cette correspondance extrêmement curieuse, & finit par une narration des suites connues que cette découverte eut pour la République. Il convient à cette occasion, que l'accession de leurs Hautes Puissances au plan de la *neutralité armée*, formé vers le même tems par les Puissances du Nord, est

ple, la Ville d'Amsterdam protesta solennellement contre la résolution prise par leurs H. H. P. P., pour contraindre ce corsaire très mauvais sujet, mais qu'on avoit fort accueilli à Amsterdam, d'évacuer le port de Texel, conformément aux anciens réglemens sur les corsaires & Elle donna pour motifs de sa protestation, les suites funestes que cette résolution pourroit avoir pour la République, vu les brouilleries qui en pouvoient résulter.

est sans doute entré pour beaucoup dans les motifs qui ont porté l'Angleterre à déclarer la guerre aux Provinces Unies ; mais il prouve fort bien qu'il n'y a qu'une partialité aveugle qui puisse soutenir que les négociations de la Ville d'Amsterdam avec les Colonies Angloises , nont pas été une des causes principales , qui ont porté cette Couronne à une démarche que l'Auteur toujours bon patriote traite d'inconsidérée ; puisque non seulement L. L. H. H. P. P. n'avoient rien eu de plus pressé que de désavouer très formellement la conduite d'Amsterdam , mais que les Etats d'Hollande avoient encore de fait pris des mesures pour faire procéder criminellement contre les complices de ces négociations , conformément aux loix & à la constitution , du pays , ayant demandé avis de la Cour de justice , sur ce que les loix statuoient a cet égard & sur la nature de la satisfaction qu'on pouvoit donner à l'Angleterre , en conséquence de la réquisition solennelle que cette Couronne en avoit faite. Si ce dernier motif paroît cesser aujourd'huy , dit l'Auteur , par la raison qu'on n'est tenu à rien envers l'Ennemi , l'affaire n'en reste pas moins la même par rapport à la République. Ce n'est pas seulement à l'Angleterre , aux Alliés de l'Etat que la ville d'Amsterdam a manqué , c'est surtout contre l'Etat même que l'attentat a été commis ; Elle en a violé la *Constitution* en s'arrogeant un droit qu'elle n'avoit pas , en em-



piétant sur les droits des Provinces collective-  
ment, en usurpant les fonctions des Colléges de  
la Généralité. Elle en a violé la foi, par un acte  
directement contraire au systéme de la Républi-  
que, & à la profession de conduite que celle-ci  
s'étoit solennellement engagée à observer envers  
les Américains. Enfin Elle s'est audacieusement  
ouvert une route, que toutes les Provinces, que  
tous les corps de l'Etat font également interres-  
sés à lui disputer & à lui barrer pour jamais, cel-  
le de régler à son gré les intérêts communs de  
l'Union. Voilà les points principaux que l'Au-  
teur discute en maître dans la troisième partie de  
son mémoire, qui en fait environ la moitié, ou  
dans la deduction des négociations secrètes de  
M. van Berckel avec les Américains, &c.

C'est surtout ce morceau, Monsieur, qui est  
extrêmement intéressant. Il est exempt de toute  
ombre de partialité: nulle dissimulation des ar-  
gumens que la Ville d'Amsterdam pouvoit allé-  
guer en sa faveur: aucuns de ces tours d'adresse  
dont les jurisconsultes se servent souvent, pour  
étayer une cause mal assurée. On se persuade,  
après en avoir achevé la lecture, que l'Auteur  
auroit été charmé de trouver Amsterdam inno-  
cente: mais parfaitement maître de son sujet, il  
en avoit mesuré toute l'étendue, il l'avoit envisa-  
gé sous toutes les faces imaginables & connois-  
sant à fonds la constitution de son pays, il avoit  
jugé devoir y comparer la conduite de la ville



d'Amsterdam. Dès lors elle lui parut coupable dans tous les points de vûe possibles, motif aucun de haine d'intérêt n'eut été capable, dit il de la porter à s'immiscer dans cet odieux procès. L'intérêt pressant de sa patrie, le danger dont la constitution est menacée, la nécessité qu'il y a, surtout dans ce moment-ci, où la République est engagée dans une guerre ruineuse, de rétablir l'honneur de la nation, de revendiquer la foi publique de l'Etat, de rassurer les Puissances de l'Europe, dont la République est si interressée à cultiver l'estime, sur les doutes qu'Elles ont du concevoir, dit-il, pour la première fois, de la nature de cette intégrité batavique, si justement renommée de tout tems; voilà les motifs qui l'ont déterminé à passer par dessus toute autre considération. Quand même il se seroit trompé, vous conviendrez, Monsieur, que sa manière de penser est celle d'un honnête & bon Citoyen.

Mais tant s'en faut qu'il se soit trompé, qu'il a plutôt porté l'affaire à un degré d'évidence presque mathématique. Quelque convaincu que je sois que c'est dans l'ouvrage même qu'il faut lire ses preuves, pour en sentir toute la force, je tacherai pourtant, Monsieur, de vous faire une courte analyse de sa discussion. Vous la prendrez cette analyse pour ce qu'elle vaut, & si vous y découvrez quelque abus, quelque raisonnement non concluant, enfin si je ne réussis pas à vous persuader, autant que je le suis moi-même,

me, qu'il ne reste plus rien de bon à dire en faveur de la ville d'A. ne vous en prenez certainement qu'à moi.

Je dois d'abord vous prévenir Monsieur, que l'Auteur n'a pas jugé à propos de toucher à l'état de la question, qui suivant son idée fait proprement l'objet de l'avis demandé par les Etats d'Hollande, à la Cour de justice. Il le distingue avec beaucoup de précision du seul point de vue, où quant à lui il s'est proposé de l'envisager: il suppose que la Cour ne fera attention qu'à ce que dicte les deux sources de la jurisprudence civile & criminelle du Pays, *le droit Romain & les loix nationales*, particulièrement sur la nature de l'attentat en question, *celles de la Province d'Hollande même*. Enfin tant que les Etats d'Holl. s'occupent encore de cette affaire, il paroît croire qu'il ne s'agit que de ce qu'elle a de purement *domestique*, & qu'on ne jugera la conduite de la Ville d'A. ou plutôt celle de quelques membres de sa Régence, qu'autant qu'elle se trouve en contradiction, soit avec les loix du Pays, soit en particulier avec les droits de la Province. Et il prouve très bien, en conséquence de cette distinction, qu'il est tout à fait indifférent pour le fonds de la chose, que l'avis de la Cour tourne en faveur des accusés ou non; puisque cette décision ne change rien à la nature des affaires, celles-ci restant toujours la même par rapport à la République. C'est sous ce der-

nier point de vûe & exclusivement qu'il l'a traitée. Il divise le sujet en quatre Sections. Dans la première il examine, à quel point les termes précis de l'*Union d'Utrecht*, regardée comme loi fondamentale de la République, sont applicables à l'attentat en question, Particulièrement l'article. 10 par le quel il est statué: *Qu'aucune Province, Ville ou Membre de l'état ne sera libre de contracter un Engagement quelconque, avec une Puissance ou Nation étrangères, sans le consentement formel de toutes les Provinces.* Les chicanes auxquels le sens de cette Loi pourroit donner lieu, obligent l'Auteur à en déterminer l'esprit, en remontant au but & à la nature de l'union des VII Provinces, aux conséquences qui en résultent, aux obligations que les Confédérés s'imposèrent mutuellement, aux droits qu'ils se sont réservés, & à ceux qu'ils ont dû céder, en vûe du bien commun, enfin à la forme conditionnelle qu'une union pareille devoit donner à l'Etat ou à la Puissance, qui depuis cette Union se nomme la *République des Provinces Unies*. Souverain chacun dans son territoire, faisant la guerre & la paix, imposant des impôts à leur sujets, traitant chacun en son propre nom & pour son propre compte avec les Nations étrangères, les Etats des Provinces unies ne se proposèrent pas de céder aucun de ces droits: en s'unissant; Ils se flattèrent plutôt de s'y voir confirmer d'a-

vanta-

vantage, par rapport à tout ce qui regardoit les intérêts particuliers à chaque'un d'eux exclusivement, & Ils continuent encore d'exercer ces droits, sans contradiction & sans jalousie: ce n'est aussi que par rapport à toute affaire, relative à l'intérêt commun ou au bien général de la République, qu'ils ont cédé, & qu'ils devoient céder nécessairement, non pas ces droits mêmes, mais seulement l'exercice de ces droits, & la disposition sur ces affaires, définitivement & indépendamment des autres Provinces. Il en résulte que les Provinces, loin d'avoir perdu par cette dernière cession, ou plutôt par cette modification, quoique ce soit de leur souveraineté, Elles ont plutôt gagnées à l'Union, car elles ne dispoient pleinement avant l'Union, que de leurs intérêts privés, ce qu'Elles continuent encore de faire, & par contre, elles disposent encore, après l'Union, chaque'une pour un septième, des intérêts des autres Provinces, c. a. d. de l'intérêt commun de la République; ainsi il est absurde & illusoire de conclure en général que les Provinces, & même les Villes aiant joui avant l'Union du droit de faire des traités, des alliances, &c. avec des Nations étrangères, elles ont par conséquent encore ce même droit. La seule conclusion légitime qu'on puisse en tirer, c'est celle ci. S'il est vrai qu'avant l'Union les Provinces ont eu le droit de faire des traités &c. par rapport à leurs intérêts privés, Elles jouis-



sent encore aujourd'hui du même droit, par rapport aux intérêts particuliers à chaque une d'Elles; mais il ne s'en suit pas, qu'Elles pourroient exercer ce droit par rapport à des affaires qui regardent l'intérêt des autres Provinces, ou qui concernent la République: en général, il n'y a que les Provinces en corps, c. a. d. La République considérée comme une seule & indivisible Puissance, à qui en appartient la disposition. Convenez Monsieur, qu'il suffit d'articuler ces déterminations précises pour en sentir toute la justesse & les partisans les plus outrés de la ville d'A. seront forcés d'admettre la conséquence que l'Auteur en déduit, sçavoir, que cette Ville, loin de pallier la faute des Membres du Magistrat, l'a placée au contraire dans le jour le moins favorable ou plutôt en effet dans le vrai jour, en faisant valoir dans son apologie, que le traité conclu avec les Américains, n'avoit point été conçu dans la vûe de procurer quelque avantage à la Ville d'A. exclusivement, mais, que c'étoit l'intérêt de la République en général qui en faisoit l'objet.

A cette discussion, touchant ce qui est de droit (*de eo quod est juris*) par rapport à la matière en question, l'Auteur ajoute des détails très intéressans sur ce qui à cet égard a eu lieu de fait (*de quod est facti*), ou ce qui se pratique encore dans la République. Et il paroît d'un côté que les Provinces non seulement, mais encore les Villes n'ont



n'ont jamais cessé de jouir & jouissent encore du privilège de faire des traités & des conventions, soit entre elles, soit avec d'autres nations relativement à des objets, qui sont du ressort des juridictions provinciales ou municipales; mais qu'il n'est par moins constant de l'autre côté, d'après la décision de tous les publicistes, & d'après le propre aveu des Provinces, nommément celles d'Hollande, que non seulement les Villes, mais les Etats même des Provinces quelques souverains qu'ils puissent être, ne sauroient jamais exercer ce droit par rapport à des objets qui regardent l'intérêt commun de ces Provinces en général, ou de la République considérée comme une seule Puissance, & que ce n'est qu'aux Etats généraux, c'est-à-dire à l'assemblée de LL. HH. PP. qu'il appartient de traiter de tout ce qui est relatif à l'intérêt commun, d'après l'autorisation que chaque Député reçoit de sa Province &c. Enfin pour ne pas laisser aucun doute sur la réalité de cet ordre des choses, qui en effet n'est pas seulement très-simple, mais qui résulte indispensablement de l'idée d'une confédération comme celles des Provinces Unies, l'Auteur rapporte divers points & reglemens de la Constitution, qui viennent à l'appui du système établi, & que jusqu'ici personne n'a encore révoqué en doute. Tel est le règlement qui défend aux Villes de

recevoir ou donner audience à des Ambassadeurs ou à des Ministres de Puissances étrangères, & même de conférer avec eux, sur tout ce qui regarde les intérêts généraux de la République telles sont les bornes du devoir prescrit aux Membres mêmes qui composent l'Assemblée des Etats Généraux : il n'y a pas jusqu'au grand Pensionnaire, à qui, anciennement il ne fut défendu d'entretenir aucune correspondance avec les Ministres étrangers, quoique du tems de J. de Wit, les Etats d'Hollande, aient fait une exception en faveur de ce Personnage distingué, qu'on regarde à juste titre comme un des premiers Ministres d'Etat : que la République ait jamais eu. Encore la Province de Hollande a t'elle très fort protesté contre cette distinction, qui en effet n'a jamais été confirmée par LL. HH. PP. tant on a été jaloux & s'est-on appliqué à conserver aux Provinces en corps, & par conséquent à l'Assemblée des Etats Généraux, le soin des intérêts communs, particulièrement ce qui a du rapport à l'administration des affaires étrangères. Aussi n'a t-on pas manqué de punir avec toute la rigueur les membres de la Régence qui avoient osé s'y immiscer, même indirectement, sans y être autorisés, quoiqu'avec la meilleure intention du Monde. l'Auteur rapporte un exemple frappant de cette rigueur exercée en 1693. envers M. Halewyn, Bourgeois de Dort,

Dort, à qui la Cour d'Hollande fit le procès, par ordre des Etats, pour avoir de son propre chef entamé les Négociations secrètes avec un Emissaire de la Cour de France, quoiqu'en vûe de faciliter la Paix. Et c'est sans doute un trait de délicatesse de la part de l'Auteur, qu'après avoir rapporté la sentence d'emprisonnement à vie & de confiscation de biens prononcée contre ce Magistrat distingué, il termine brusquement cette première Section le moindre sans se permettre retour sur M. van Berckel & ses Coopérateurs, dont la conduite est certainement plus reprochable, que celle de M. Halewyn: reflexion que la sensibilité de l'Auteur, qui avoue quelque part connaître particulièrement Mr. V. B lui aura fait supprimer, mais qui n'en frappera pas moins chacun de ses Lecteurs. *Le silence souvent, en dit plus qu'on ne pense.*

Passons à la deuxième Section. Le procédé de MM. d'Amsterdam n'est pas seulement contraire au *dictamen* de l'Union, à la Constitution fondamentale de la République, il répugne encore à l'analogie de cette constitution. C'est ce que l'Auteur prouve par l'Article 17. du formulaire de l'Union d'Utrecht. Les Provinces en s'unissant, s'étoient engagées à se secourir mutuellement, ou plutôt à faire cause commune, en cas de guerre. Mais il n'étoit que juste qu'Elles s'obligeassent en conséquence d'éviter soigneusement, qu'une d'entr'Elles ne donnât lieu à quelque Puissance étrangere de con-

concevoir contre Elle aucun ressentiment dont les suites pourroient réjaillir sur la République entière. C'est ce qui est défendu sévèrement dans l'Article cité, & puisque MM. d'Amsterdam, ont dû prévoir que leurs Négotiations clandestines avec les Américains, ne pouvoient qu'irriter extrêmement les Anglois, comme l'Auteur le prouve jusqu'à la conviction, il en conclut à juste titre, que la Ville d'A. qui a approuvé leur conduite, est indubitablement dans le cas d'avoir transgressé le susdit Article dans toute la force du sens; & l'on pourroit y ajouter, ce qu'il ne dit point, quoiqu'il rapporte la loi même à une autre occasion, sans pourtant l'appliquer absolument au cas présent, c'est M. van B. & ses Coopérateurs tombent dans les termes exprès de la loi Juliane de leze - Majesté, par laquelle il est statué, qu'on se rend entr'autres coupable de ce crime, en attirant par sa faute une guerre à l'Etat ou en brouillant, l'Etat avec ses Alliés. Vid. L. 4. ad L. Jul. Majest.

Mais dit la Ville d'A. Le Traité signé avec les Américains à Aix la Chapelle le 11. Sept. 1778. n'étoit que préparatoire, qu'éventuel l'Aut. ne passe pas sous silence ce foible échappatoire, cette misérable chicane. Il l'a réfuté victorieusement. Mais cette partie de son discours, n'est pas susceptible d'extraits, il faut la lire dans l'écrit même, & j'oserois garantir, qu'après cela personne ne sera plus tenté de revenir sur cet  
argu-



argument si généralement adopté, mais qui au fond se réduit à une pure équivoque, à un simple abus de mots. Toute Négociation de Traités & d'Alliances, dit l'Auteur entr'autres, n'est jamais *que préparatoire* avant l'échange des ratifications. Mais ce n'est que l'Assemblée des Etats Généraux, qui d'après l'autorisation des Provinces, a seule le droit de faire de telles Négociations préparatoires, & qui ratifie ensuite le Traité au nom de la République. Mais c'est précisément cette Négociation préparatoire des traités, qui fait une des grandes Régales ou droits de Souveraineté inaliénables, que les Provinces se font réserver en corps, & dont p. c. elles ont commis l'exercice aux Représentants, de la République, savoir à LL. HH. PP. Il s'ensuit ce que de nouveau l'Auteur ne dit point, que MM. d'A. se sont encore à cet égard rendus criminels de leze Majesté, en usurpant ce chef droit de Souveraineté, celui de *projetter*, de *préparer* des traités.

Mais, dit hardiment la Ville d'A. Nous osons soutenir qu'il est très permis non seulement à des Villes, à des Corps d'Etat, mais à des individus même, de *projetter* des traités quelconques. Qui est celui qui s'est jamais avisé de contester cette liberté à qui que ce fût? J'ai admiré, Monsieur, la modération avec laquelle l'Auteur répond, à ce passage. Vous vous rappelez, combien il nous indigna également tous deux, quand nous lûmes ensemble au mois de

Dé.

Décembre passé, l'apologie d'Amsterdam. Il semble en effet que ce soit manquer de respect au Souverain, qui demandoit à cette Régence, compte de sa conduite, que de se donner si peu de peine, pour déguiser la persuasion où l'on paroît avoir été, qu'il ne s'agissoit que de jeter de la poudre aux yeux de ce Souverain ; & qu'il suffiroit de le payer de mots, pour se disculper de l'accusation la plus gravée. Projetez des Traités dit notre Auteur, avec le Dalai-Lama, avec le Chan des Tartares, s'il vous en prend envie à la bonneheure, personne n'y trouvera à redire. Mais ne conferez pas, par rapport à ces traités, avec la Puissance, ou la Nation qui sera elle même la partie contractante, ne projetez pas, ne dressez pas ce Traité de concert avec Elle ; ne le signez pas de part & d'autre solennellement, & ne vous engagez pas surtout plus solennellement encore, envers cette Nation à faire admettre en tems & lieu un Traité, qui par dessus tout cela, répugne ouvertement au système établi, aux alliances sacrées que la République, a contractées & auxquelles ce Traité est destiné à déroger.

J'omets, Monsieur, plusieurs autres points également interressans, contenus dans cette Section, afin de ne pas donner trop d'étendue à cette Lettre. Ainsi je me bornerai à vous dire que l'Auteur y démontre encore, que MM. d'A. ont empiété essentiellement sur les droits, tant du Prince Stadhouder que des Colléges de  
la

la Généralité , & particulièrement sur ceux de l'Assemblée de LL. HH. PP. à qui il appartient seul de *préparer*, ce qui a du rapport aux affaires Etrangères.

Enfin que l'extrême ambition de cette Ville, qui est l'unique source de ses démarches hardies & inconstitutionnelles, doit en même tems alarmer très fort les autres Provinces & membres de Etat, que depuis plus d'un Siècle, la Ville d'A. s'attache insensiblement à s'assujettir, & sur lesquelles l'Auteur démontre, sans réplique jusqu'à quel point cette Négociation, prouve que cette Ville a crû pouvoir pousser aujourd'hui son illégitime ascendant.

Vous aurez remarqué Monsieur, que l'Auteur n'a jusqu'ici considéré la chose, que relativement à l'intérieur de l'Etat. Dans la troisième Section, il l'envisage encore du côté du Droit public, & des relations où la République se trouve avec les autres Puissances de l'Europe. Si l'on suppose pour un moment, dit-il, par rapport à ce dernier objet, que le système de la Ville d'A. sur la direction des affaires étrangères vint à s'établir, il en résulteroit pour ces Puissances un nouvel ordre de choses, dont Elles auroient besoin d'être instruites, puisqu'Elles devroient s'y conformer, dans leurs Négociations avec la République. Mais la parfaite égalité qui subsiste entre les différens membres de l'Etat, & qui fait la base de leur union, rend cet ordre

im-

impraticable. Il y a, outre les différens corps de Nobles, cinquante quatre Villes dans les Provinces-Unies, mais qui sont toutes de niveau avec celle d'Amsterdam quant à l'autorité, & qui ont le même droit qu'Elle de prétendre à la direction des affaires étrangères : ainsi quand le système d'A. seroit conséquent, & qu'il seroit vrai d'après sa prétention, que les Villes & les différens Corps de l'Etat ont le droit de projeter & de préparer de concert avec d'autres Nations les Traités entre ces Nations & la République, sauf aux Provinces en corps de ratifier ces Traités en temps & lieu, il s'en suivroit également, que ce n'est plus à LL. HH. PP. que les Ministres Etrangers devroient s'ouvrir en premier ressort, sur les objets de leur Mission, mais aux membres les plus accrédités, tant des corps de Nobles & autres membres de l'Etat, que des Magistrats de ces 54 Villes. Ordre absurde & ridicule, dont la parfaite impossibilité dans la pratique, saute d'abord aux yeux. Il est vrai, dit l'Auteur, que ce n'est pas là ce que la Ville d'A. se propose d'effectuer. C'est principalement à cette égalité constitutionnelle des différens membres de l'Etat qu'Elle en veut, & laquelle Elle travaille à miner sourdement, pour attirer à Elle seule toute l'autorité des autres ; de manière qu'elle voudroit être aux Provinces unies ce que Zurich est à la confédération Helvétique ; car, puisque il n'y a pas



la pas ensuite une assemblée toujours subsistante qui représente la confédération, comme celle de LL. HH PP. représente la République des Provinces Unies. C'est Zurich qui convoque les Diètes extraordinaires, & qui préside & prépare les objets de délibération, qu'elle porte à la Diète ordinaire, qui s'assemble à Baden tous les deux ans, & se sépare au reçu, a peu près comme font dans notre République, les Etats des différentes Provinces, dont un corps de Députés tient la place, pendant qu'ils sont séparés. Mais cet ordre est entièrement changé, dit l'Auteur dans la constitution de la République, par rapport à la Généralité; & peu d'années après l'Union on a déjà senti la nécessité d'établir un corps toujours subsistant, qui représentat les Provinces-Unies, comme une seule puissance, c'est l'assemblée de LL. HH. PP. ou les Etats Généraux, établie en 1593 sur le pied où Elle est encore aujourd'hui & qui en conséquence a seule le droit, de concert avec le Stadhouder, de traiter avec les Ministres Etrangers, &c. ici l'Auteur indique en passant, comme quoi le système de la Ville d'A, est un funeste rejetton des combinaisons ambitieuses du fameux Jean de Wit, qui pour attirer à lui seul toute l'autorité, commença à renverser le Stadhoudert, & s'attacha ensuite à miner les droits des Etats Généraux & des Colléges de la Généralité, qu'il réduisit presque à rien, sous prétexte de maintenir contre eux la Souveraineté des Provinces,

mais en effet dans la seule vûe de porter au plus haut degré possible le pouvoir de la Province de Hollande , sur la quelle il avoit lui-même acquis le plus grand ascendant , & dont il régloit les décrets à sa fantaisie.

Mais il y a plus , il faut que chaque Etat , chaque Puissance , ait à elle un système fixe , qui règle uniformément sa conduite vis-à-vis des autres Puissances : Ce système ne scauroit être en beaucoup de mains , sans s'écrouler , sans s'altérer à tout moment. C'est en grande partie ce qu'on nomme le secret de l'Etat. LL. HH. PP. en ont été naturellement les dépositaires jusqu'ici. Elles doivent le demeurer , c'est à Elles qu'est remis de fondation le soin de veiller à l'exécution des Traités de la République , au maintien de ses relations avec les Puissances Etrangères &c.

Enfin & c'est la dernière réflexion , par la quelle l'Auteur termine cette partie , la République a le plus grand intérêt , de conserver son honneur , sa réputation de bonne foi , de probité , d'intégrité , vis à vis des autres Puissances de l'Europe. La Nation Hollandoise a joui sans interruption de cette renommée avantageuse depuis plus de dix huit siècles. *La bonne foi Bataves (Fides Batava)* avoit passé en proverbe chez les Romains & dans le moyen âge les Frisons & autres habitans de ces Contrées , & n'étoient pas moins célèbres par leur intégrité , & leur loyauté , que par leur esprit d'indépendance.

dance. Depuis révolution, & l'établissement de la République. Les Etats ont continués de regarder comme un de ses plus ferme soutien, l'observation scrupuleuse de tous les engagements, qu'Elle viendrait à contracter avec des Nations Etrangères. En 1669, on flétrit publiquement en Hollande, par un placard très remarquable, un livre de politique, où l'auteur, ami de J. de Wit, avoit professé des sentimens de Machiavelisme, par rapport à l'observation des traités publics. Aussi le s<sup>eu</sup> Stadhoud<sup>er</sup>, dans un discours qu'il adressa aux Etats en 1751. sur les moyens de rétablir le commerce de la République, n'hésita-t-il point d'attribuer en particulier à la fidélité inaltérable, avec laquelle Elle avoit de tout tems observé tous ses engagements, l'état florissant & la force dont Elle avoit eû le bonheur de jouir. Mais cette réputation, aussi essentielle à une République commercante sur tout, qui subsiste presque uniquement par sa relation avec d'autres Puissances, cette réputation, dis-je vient de recevoir une forte atteinte par la duplicité, & ne pourroit-on pas dire, par la trahison réfléchie d'un de ses membres, c'est à dire par les négociations clandestines, par l'intelligence déloyale de la ville d'A. avec les sujets rebelles, d'un des plus anciens & des plus intimes Alliés de la République, intelligence dont Elle convient Elle même dans son Apologie, que cet Allié ne pourroit manquer d'être très choqué, du moment qu'il en auroit la connoissance; par conséquent, il ne s'agit plus, aujourd'hui, qu'il

est résulté une guerre ouverte, du ressentiment que cet Allié en a conçu, de discuter, s'il est encore nécessaire de lui donner la satisfaction qu'il en a exigé & dont le seul délai l'a irrité au point d'en venir à une rupture avec l'Etat; c'est l'intérêt de cet Etat même, c'est la nécessité, toujours subsistante de soutenir la réputation de fidélité, qui doit le porter à se laver aux yeux, non pas de l'Angleterre si l'on veut, mais de *toutes les Puissances de l'Europe*, de la tache dont la ville d'A. a flétri son honneur public; Elle doit prouver à toutes les Nations avec lesquelles, Elle peut jamais avoir rien à démêler, & dont par conséquent Elle a besoin de cultiver l'estime & la confiance, qu'il n'y a aucun Membre de l'Etat, aucun Corps de Gouvernement, & encore moins de particuliers, qui puissent impunément faire des démarches contraires au système généralement connu, aux Engagemens solennels de la République, & que la constitution n'est pas seulement très explicite à cet égard, & qu'elle condamne très fort des attentats pareils, mais que la sagesse du Gouvernement est encore telle, qu'on n'a point la faiblesse de fermer les yeux sur des crimes, commis par des gens en place, & de les soustraire à la justice, en considération de leur nom, &c. mais qu'on les punit, sans aucun ménagement & *sans délai*, surtout dans des cas aussi graves où l'honneur de la Nation est compromis, & où il est



est très dangereux de paroître seulement *bé-*  
*figer*, par la raison que rien n'est plus déli-  
 cat ni n'exige une plus prompte réparation,  
 que l'honneur. Dans la Section, qu'on peut re-  
 garder comme la dernière l'Auteur discute diffé-  
 rentes circonstances qui concourent à aggraver  
 encore le procédé, déjà très criminel, de la Ville  
 d'A. Telle est surtout la véritable origine, le  
 premier mobile d'une affaire dont il est résulté, &  
 dont il devoit tôt ou tard nécessairement résulter  
 des suites aussi funestes pour la République. C'est  
 un simple Négociant d'Amsterdam, un Etranger,  
 un Français, ou du moins d'une origine Française,  
 un nommé Neufville enfin, qui a ourdi cette  
 trame. C'est lui qui a proposé le premier à des  
 Emissaires Américains, d'entamer une Négocia-  
 tion pareille avec la Ville d'A. qui a engagé  
 ensuite M. van Berkel, d'entrer dans le même  
 complot, qui y a fait accéder deux Bourguemaî-  
 tres, le tout en vûe, d'attirer à son Comptoir  
 préférablement à tout autre, les commissions en  
 tout genre des Américains, & ce frauduleux  
 Commerce de Contrebande, qui se faisoit par  
 St. Eustache &c. au mépris des défenses  
 sévères & réitérées de LL. HH. PP. C'est  
 en conséquence, de l'insatiable avidité  
 d'un seul de ses Sujets, que la République se  
 trouve engagée dans la guerre la plus rui-  
 neuse, la plus funeste en tout sens, avec son  
 plus ancien, & son plus naturel Allié Quel vaste  
 C 3 champ,

champ , s'ouvriroit ici Monsieur , à l'éloquence  
 la plus touchante , & quelle tentation pour  
 un homme qui se sent le talent d'écrire ! l'Auteur  
 a su néanmoins y résister. Il est parvenu , quoi-  
 que avec peine , à se contenir. *Des expres-  
 sions brulantes , dit-il , se sont présentées en foule  
 autour de ma plume. Mais , malgré toutes mes  
 précautions , mon écrit pourroit tomber entre telles  
 mains qui seroient tentées d'en abuser.* Il a senti  
 sans doute , combien le sujet étoit propre à  
 affecter le peuple & l'on doit empêcher jusqu'à la  
 dernière extrémité , que le peuple n'intervienne  
 dans ces sortes de demêlés , dont - il n'est pas le  
 juge compétent. Tout ce que le peuple peut s'ar-  
 roger par rapport à l'administration publique , c'est  
 le privilège si doux , de récompenser par son  
 attachement , par cette affection sentie , dont  
 l'impression naïve vaut tout l'appareil des  
 triomphes anciens , ceux qui se consacrent à  
 dévouer tout leur tems & toute leur attention  
 à veiller aux intérêts de la Nation ; tandis qu'ils  
 ont souvent bien de la peine à débrouiller ces  
 malheureuses affaires , ou l'intérêt particulier ,  
 l'ambition , & souvent le zèle indiscret & mal  
 entendu d'une seule tête chaude suffisent ; pour  
 engager l'Etat , & le conduire à deux doigts  
 de sa perte. l'Auteur indique à chaque page de son  
 écrit les objets auxquels ces sentimens se rappor-  
 tent. Il montre avec combien de sagesse , de mo-  
 dération , de prudence , d'attention infatigable ,  
 les affaires publiques ont été dirigées dans ces  
 der-

derniera tems , auffi bien par S. A. S. le Prince  
 Stadhouder, que par les Colléges & Ministres  
 de la Généralité, & combien souvent ils ont  
 rencontrés des difficultés de la part de ceux qui  
 profanent le nom sacré de patriotisme, en af-  
 fectant d'y attacher l'idée d'une opposition  
 aveugle & constante à tout ce, qu'à tort, ou à  
 raison il leur plaît de prendre pour des vûes  
 ou mesures de la Cour. Et quand l'Auteur n'eût  
 fait autre chose que de rassurer la Nation sur  
 l'excellence du Gouvernement présent & sur  
 la sage direction des affaires, à laquelle le  
 public, si peu instruit, est tant sujet à se mé-  
 prendre, vous conviendrez Monsieur, qu'on  
 lui auroit déjà une obligation essentielle, sur-  
 tout dans le moment présent, où il y regne  
 une si grande fermentation dans les esprits : & où  
 l'on entend dire tous les jours, aux plus dis-  
 crets & aux plus modérés, qu'ils ne compren-  
 nent rien à ce qui se fait; tandis que bien des  
 mesures, qui étoient en apparence inexplicables  
 en 1778. deviennent très simples, & paroissent  
 avoir été très prudentes, dès qu'on les envi-  
 sage sous le point de vûe où l'Auteur les a placés,  
 & que l'on en découvre les vrais motifs, qu'il a si  
 bien sçu démêler & mettre au grand jour. Aussi est-  
 ce particulièrement en vertu de cette considé-  
 ration, que je désirerois fort qu'il voulût se  
 résoudre à donner plus de publicité à son Ecrit,  
 qui lui attirera sans doute la haine de quel-  
 que

ques cœurs entièrement perversis; mais qui ramènera à la fois beaucoup d'esprits prévenus. Cét écrit ne sauroit du moins pas manquer de lui concilier l'estime de tous les bons Citoyens, ne fut-ce qu'en faveur des motifs qui l'ont dicté.

Je me flatte Monsieur, que ces détails sur une aussi intéressante Pièce satisferont à l'empressement avec lesquelles vous me les avez demandez.

Je n'en serai pas moins actif à rechercher l'occasion de vous en procurer un exemplaire. On attend la publicité avec la dernière impatience, l'Ecrit aiant déjà fait la plus grande sensation.

J'ai l'honneur d'être &c.

